

(De gauche à droite) Le président du patronat européen (UNICE), George Jacobs; le chef du gouvernement espagnol, José María Aznar; et le président du patronat espagnol (CEOE), José María Cuevas. photo efe

Aznar: « nous devons faire les devoirs que nous n'avons pas encore fait et nous marquer un programme de travail incluant les devoirs qui restent à faire »

Lors de la réunion avec le patronat européen (UNICE), à laquelle a assisté le ministre espagnol de l'Emploi, Juan Carlos Aparicio, le président du Conseil européen et chef du gouvernement espagnol, José María Aznar, a plaidé pour des conclusions « comprenant des décisions concrètes pour chacun des alinéas ».

14/3/2002

José María Aznar a expliqué que le chapitre social du sommet est l'emploi et que l'on ne génère aucun d'emploi sans réformes.

Il a également souligné les progrès qui ont eu lieu dans des domaines comme le développement durable, grâce à l'application du Protocole de Kyoto menée à bien par l'UE, et a mis en exergue cinq messages politiques pouvant ressortir de Barcelone :

- Un en faveur des reformes de la modernisation et la libéralisation, qui fera l'objet d'un consensus, « à condition que nous sachions faire la différence entre ce que nous pouvons souhaiter et ce que nous pouvons obtenir », a précisé Aznar;
- Un autre orienté vers l'ouverture et l'intégration des marchés (énergétique, du travail, des réseaux de transport, des marchés financiers);
- Un accord qui puisse garantir des conditions équitables pour tous ;
- Un message de confiance pour atteindre le plein emploi en 2010 ;
- et, en dernier lieu, une défense du « dialogue social » en Europe.

Selon Aznar, à Barcelone le point de départ repose sur des bases complètement « nouvelles » : une Europe qui vit l'arrivée de l'euro ; il est nécessaire de reprendre la stratégie de Lisbonne ; et les « premiers indices » d'une récupération économique commencent à s'apprécier.

Le risque réside dans, a-t-il dit, le fait que certains pays européens « puissent s'asseoir placidement sur le bord de la route tandis que d'autres décollent de manière contendante ».

En outre, le président du gouvernement espagnol a affirmé que ce sera la première fois que les pays de l'élargissement participent à un Conseil européen de ces caractéristiques-là.